

Coalition pour protéger les lanceurs d’alerte en temps de pandémie

Les organisations membres de la coalition appellent toutes les autorités et institutions publiques à protéger ceux qui signalent ou divulguent les abus, dommages et fautes qui surviennent pendant la période de crise causée par la pandémie COVID-19. Elles appellent également tous les citoyens et les travailleurs à agir pour faire en sorte que nos gouvernements, les entreprises et les marchés rendent des comptes et pour défendre les droits de l’homme et les libertés de tous.

La pandémie de COVID-19 met en évidence l’impératif de reddition de comptes, et le besoin d’informations régulières et fiables de la part de nos institutions publiques et de nos dirigeants. La population de chaque pays touché doit connaître la vérité sur la propagation de la maladie au niveau local et international afin d’être en mesure de réagir efficacement, se protéger et s’entraider. L’équité, la transparence et la solidarité sont plus que jamais vitales en période de pandémie.

Depuis le début de la pandémie, nombre d’actes répréhensibles et de mauvaise gestion ont été commis par les pouvoirs publics, les milieux d’affaire et les entreprises. Les organisations expriment de vives inquiétudes quand à la saturation du système de santé, aux violations du droit des marchés publics, aux atteintes au droit de la santé et de la sécurité ainsi qu’au droit du travail. De même, elles expriment leur préoccupation face à l’inéquité et l’impréparation des chaînes d’approvisionnement mondiales, aux pratiques de concurrence déloyales et abus de marché, et aux violations importantes de la vie privée qui résultent du traçage numérique à grande échelle des individus.

L’information du public et des travailleurs à propos des risques, le comportement éthique et responsable des institutions publiques ainsi que la transparence des institutions publiques est essentielle pour restaurer la confiance du public en notre capacité à surmonter cette crise. Le respect de ces impératifs prend une importance encore plus forte lorsque les garanties fondamentales des droits fondamentaux, qui constituent le pilier de nos démocraties, sont réduites ou contournées. L’utilisation de pouvoirs extraordinaires par les gouvernements sans contrôle externe et sans transparence à l’égard du public laisse à craindre que l’urgence sanitaire soit utilisée à mauvais escient, ou qu’elle suscite des abus. Ces abus se déroulent d’ores et déjà sous nos yeux. Dans certains Etats, l’activité des parlements et des assemblées démocratiques a été purement et simplement suspendue. À diverses reprises, les droits fondamentaux à la liberté d’expression et à l’accès à l’information ont été restreints. Or, ce sont les personnes les plus vulnérables qui paient au prix fort les conséquences de ces abus : les personnes âgées, les pauvres, les migrants et réfugiés, les communautés LGBTQ, les prisonniers, les nombreux travailleurs précaires ainsi que les travailleurs qui se trouvent en première ligne dans la gestion de cette crise, tels les soignants.

Lorsque les décisions sont prises dans des conditions d’urgence, souvent à l’écart du contrôle démocratique, l’importance des lanceurs d’alerte devient capitale. Dans un tel contexte en effet, ceux-ci et celles-ci jouent le rôle de filet de sécurité de nos démocraties. Il ne fait plus de doute que le lancement d’alerte constitue un outil puissant pour combattre et prévenir les actions qui portent atteinte à l’intérêt public. Nos organisations appellent par conséquent toutes les autorités publiques et les entreprises à protéger ceux qui dénoncent les préjudices, les abus et les actes répréhensibles graves pendant la crise COVID-19 et au-delà.

Les travailleurs prennent quotidiennement des risques pour maintenir les nombreux services essentiels dont nous dépendons, en particulier les services de santé, de soin aux personnes âgées, les services sociaux et services publics, les prestations d’approvisionnement alimentaire et de logistique, pour n’en

nommer qu'une partie. L'importance de ces travailleurs et le caractère fondamental de leur droit à un environnement de travail sécurisé et de leur droit de dénoncer les menaces pour la santé et la sécurité publiques, la corruption et d'autres abus, doivent être reconnus et protégés. Leurs divulgations, ainsi que celles de tous les citoyens, sont essentielles pour prévenir les catastrophes majeures et réduire les impacts de la crise sur nous tous, en particulier sur les membres les plus vulnérables de la société et nos systèmes démocratiques.

Cliquez [ICI](#) pour consulter la déclaration en anglais sur le site de l'European Centre for Press and Media Freedom.

Les signataires :

Access Info / ACREC / African Centre for Media & Information Literacy / APW-Filtrala / Archiveros Españoles en la Función Pública / Article 19 / Atlatszo / Blueprint for Free Speech / Centre for Free Expression, Ryerson University / Center for Independent Journalism Romania / CFDT Cadres / Cibervoluntarios / CREW – Greenwich University / Daphne Caruana Galizia Foundation / Prof. David Lewis, Whistleblowing Research Unit, Middlesex University / ePanstwo Foundation / EPSU – European Public Service Union / Eurocadres – Council of European Professional and Managerial Staff / ETUC – European Trade Union Confederation / European Centre for Press and Media Freedom / European Federation of Journalists / European Organisation of Military Associations and Trade Unions Fundación Ciudadanía Inteligente / Fundación Internacional Baltasar Garzón (FIBGAR) / Funky Citizens / Government Accountability Project / Prof. AJ Brown, Griffith University / Hermes Center for Transparency and Digital Human Rights / International Bar Association / Legal Legion Loyalty / Maison des Lanceurs D'Alerte / Media Development Center / Oživení / Pistaljka / Protect / Proyecto sobre Organización, Desarrollo, Educación e Investigación (PODER) / Reporters United / Stefan Batory Foundation / The Disruption Lab / The Ethicos Group / The good lobby / The Signals Network / Tom Mueller / Transparency International / Transparency International Australia / Transparency international Estonia / Transparency International Greece / Transparency International Ireland / Transparency International Italy / Transparency International Slovensko / Dr Vigjilenca Abazi, Maastricht University / Vouliwatch / WIN Whistleblowing International Network / Whistleblower-Network Germany / X-net